



**DECISION N° 095/2022/ARMP/CRD/DEF DU 31 AOUT 2022
DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS (CRD) STATUANT
EN COMMISSION LITIGES SUR LE RECOURS DE GLOBAL AGRO COMMODITIES,
CONTESTANT L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES LOTS DU MARCHÉ N° 16-
FONCT/MSAS/CHNAK/2022 RELATIF A L'ACQUISITION DE DENREES ALIMENTAIRES
AU PROFIT DU CENTRE HOSPITALIER NATIONAL CHEIKH AHMADOUL KHADIM
(CHNCAK)**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS STATUANT EN COMMISSION
LITIGES,**

VU la loi n°2022-07 du 19 Avril 2022 modifiant la loi n°65-51 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, notamment en ses articles 30 et 31 ;

VU le décret n° 2007-546 du 25 avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP), notamment en ses articles 20 et 21 ;

VU le décret n° 2014-1212 du 22 septembre 2014 portant Code des Marchés publics, modifié ;

VU le décret n°2020-969 du 20 avril 2020 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'ARMP ;

VU la décision n° 0005/ARMP/CRMP portant règlement intérieur du Conseil de Régulation des Marchés Publics ;

VU la résolution n°09-12 du 13 décembre 2012 instituant le versement d'une consignation pour la saisine du Comité de Règlement des Différends ;

VU la résolution n°07-20 du 28 avril 2020 portant nomination des membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP ;

VU le recours de GLOBAL AGRO COMMODITIES reçu le 25 juillet 2022 ;

VU la quittance de consignation n°100012022003168 du 25 juillet 2022 ;

VU la décision N°048/2022/ARMP/CRD/SUS du 03 août 2022 du CRD, ordonnant la suspension de l'attribution provisoire des lots du marché relatif à l'acquisition de denrées alimentaires au profit du CHNCAK de Touba ;

Monsieur Al Hassane DIOP, entendu en son rapport ;

Madame Aïssé Gassama TALL assurant l'intérim du Président du CRD, messieurs Moundiaye CISSE et Mbareck DIOP, membres du Comité de Règlement des Différends (CRD) ;

PO03-EN07 - 01



De Monsieur Saër NIANG, Directeur général de l'ARMP, secrétaire rapporteur du CRD, assistée par ses collaborateurs, observateurs ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi et aux principes généraux de la régulation ;

Adopte la présente décision fondée sur la recevabilité du recours.

Par courrier reçu le 25 juillet 2022 à l'ARMP, enregistré le même jour sous le n°2032/CRD au secrétariat du Comité de Règlement des Différends (CRD), GLOBAL AGRO COMMODITIES a saisi le pour contester le rejet de son offre portant sur le marché relatif à l'acquisition de denrées alimentaires au profit du CHNCAK de Touba.

LES FAITS

Le Centre Hospitalier national Ahmadoul Khadim (CHNAK) a lancé un marché relatif à l'acquisition de produits alimentaires en six (06) lots distincts :

- Lot 1 : Denrées alimentaires ;
- Lot 2 : Viande fraîche ;
- Lot 3 : Poissons frais ;
- Lot 4 : Pain farine de blé ;
- Lot 5 : Poulets ;
- Lot 6 : Légumes frais et fruits.

A cet effet, le CHNCAK a fait publier dans le journal « Le Soleil » du vendredi 13 mai 2022 l'avis d'Appel d'Offres Ouvert y relatif.

L'ouverture des plis prévue le 13 juin 2022 à 10h00mn, a eu lieu à la même date. Seize (16) offres ont été reçues et les montants, pour les lots, ci-après, lus publiquement :

Soumissionnaires	MONTANTS TTC (FCFA)					
	Lot 1	Lot 2	Lot 3	Lot 4	Lot 5	Lot 6
SS Sénégal	42 612 160	35 100 000	36 709 800	1 925 760	10 384 000	-
ARCSÉN	35 169 900	39 530 000	42 232 200	2 548 800	8 448 800	-
LEVEN EXPORT	35 729 220	-	-	-	8 963 280	-
TOUBA BELEL SERVICES	19 217 900	-	-	1 632 000	8 000 000	-
GIE S MOR KHADY SY MALICK BASSINE SY	32 165 030	32 037 000	36 131 600	1 982 400	10 148 000	12 867 900
DEUR BI GROUPE	-	34 220 000	-	-	8 260 000	7 852 900
GLOBAL AGRO COMODITIES	59 683 172	34 043 000	45 087 800	2 265 600	14 160 000	9 080 100
B.T.K.K et ELDASSY	61 649 666	38 350 000	42 527 200	1 132 800	10 856 000	5 597 920
RESTAURANT SOPE SERIGNE FALLOU	32 396 500	24 500 000	25 400 000	1 920 000	720 000	7 296 000
ETS CHEIKH DIAGNE	47 218 290	30 090 000	-	-	-	-
DALAL DIAM TOUBA SERVICES	-	39 000 000	-	-	-	-

PO03-EN07 - 01



ISO 9001 : 2015 N° AFR 21.00047 FR

RUE ALPHA HACHAMIYOUTALL X RUE KLÉBER - TÉL. : +221 33 821 08 07 - FAX : +221 33 821 08 13

B.P. : 11303 - TEL : + 221 33 889 11 60 - EMAIL : armp@armp.sn

BAOL ASSAINISSEMENT SUARL	-	26 950 000	36 250 000	-	9 200 000	14 154 000
NEGOCE MANAGEMENT	37 898 900 HT	26 500 000 HT	31 520 000 HT	-	8 000 000 HT	9 806 000 HT
ETS DAROU KHOUDOSS SERVICES	46 432 410	31 270 000	27 827 350	3 398 400	8 968 000	7 839 920
LA POELE D'OR	30 393 000	21 000 000	18 060 000	1 680 000	8 000 000	4 366 000
POROKHANE SERVICES	-	39 530 000	-	1 982 400	18 880 000	-

A l'issue de l'évaluation des offres, l'autorité contractante a attribué provisoirement le 29 juin 2022, les lots comme suit :

- lots 1, 2, 3, 4 et 5 à l'entreprise LA POELE D'OR;
- lot 6 à BTKK et ELDASY.

Informée de cette décision le 15 juillet 2022, l'entreprise GLOBAL AGRO COMODITIES a adressé un recours gracieux au CHNAK reçu le 18 juillet 2022.

En l'absence d'une réponse, le requérant a saisi le CRD d'un recours contentieux par correspondance parvenue à l'ARMP le 25 juillet 2022.

Jugeant le recours recevable, le CRD a ordonné, par décision n°048/2022/ARMP/CRD/SUS du 03 août 2022 la suspension de la procédure de passation du marché relatif à l'acquisition de denrées alimentaires, et a saisi le CHNAK pour disposer des pièces nécessaires à l'instruction.

Par courrier reçu le 16 août 2022, le CHNAK a transmis ses observations ainsi que les éléments dudit dossier.

LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS

A l'appui de sa requête, GLOBAL AGRO COMMODITIES soutient que LA POELE D'OR attributaire des lots 1,2,3,4 5 et l'entreprise BTKK et ELDASY attributaire du lot 6 n'avaient pas fourni les états financiers, les attestations de service fait, les marchés similaires, la charte de transparence, les attestations de l'inspection du travail, les attestations de la caisse de sécurité sociale, les attestations de l'IPRES, le quitus fiscal et la déclaration sur l'honneur.

Par ailleurs, elle déclare que l'offre de l'entreprise BTKK et ELDASY, attributaire du lot 6, n'était pas la moins-disante sur ce lot.

LES MOTIFS DONNES PAR L'AUTORITE CONTRACTANTE

L'autorité contractante déclare avoir demandé aux soumissionnaires de compléter les pièces administratives non fournies dans un délai de huit (08) jours à compter de l'ouverture des plis.

Elle informe que LA POELE D'OR attributaire des lots 1 à 5, a fourni une déclaration sur l'honneur, un modèle d'engagement à respecter la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics et une attestation de redevance de régulation des marchés publics montrant qu'elle n'a pas gagné de marché durant l'année 2021.

Elle ajoute que pour les états financiers et les marchés similaires, LA POELE D'OR a présenté une déclaration du Centre des services fiscaux attestant du démarrage de ses activités en 2022.

Par ailleurs, elle informe que l'entreprise BTKK et ELDASY, quant à elle, a complété les états financiers des années 2019 et 2021 et les pièces administratives manquantes.

OBJET DU LITIGE

Il résulte de la saisine et des faits qui la sous-tendent que le litige porte sur le défaut de qualification des entreprises LA POELE D'OR et BTKK et ELDASY ainsi que le défaut de production des pièces administratives exigées.

Il est reproché également à l'Autorité contractante d'avoir attribué le lot 6 à l'entreprise BTKK et ELDASY alors que son offre n'est pas la moins-disante.

EXAMEN DU LITIGE

Considérant que l'article 44 du Code des Marchés publics dispose que « les documents prévus aux alinéas a), b), d), e), f), et éventuellement h) et i) non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire » ;

Considérant qu'en application dudit article, le CHNAK a donné aux soumissionnaires un délai de huit (08) jours pour compléter les pièces administratives non fournies ;

1. Sur la non production des attestations de l'ARMP, de la charte de transparence, l'attestation de l'inspection du travail, de la caisse de sécurité sociale, de l'IPRES, de la déclaration sur l'honneur

Considérant que l'examen de l'offre des entreprises LA POELE D'OR et BTKK et ELDASY attributaires, révèle que les attestations de paiement de la redevance de régulation des marchés publics, la charte de transparence, les attestations de la caisse de sécurité sociale et de l'IPRES, la déclaration sur l'honneur sont bien dans le dossier remis par le CHNAK, ce qui n'est pas le cas pour l'attestation de l'Inspection du travail ;

Considérant, toutefois, sur ce dernier point, ces entreprises ont produit dans leur offre une déclaration sur l'honneur attestant qu'elles sont en règle avec l'Inspection du travail ;

Considérant que l'article 44 du CMP prévoit que les documents demandés à l'alinéa c) dont fait partie l'attestation de l'Inspection du travail sont produits à la signature du marché et les candidats doivent s'engager sur l'honneur, dans leur offre, qu'ils sont en règle avec les administrations visées audit alinéa ;

Que, par conséquent, cette déclaration sur l'honneur produite suffit à cette étape de la procédure et que si elles sont attributaires, l'autorité contractante exigera la pièce avant la signature du contrat ;

Qu'ainsi, le recours sur ces points n'est pas justifié ;

2. Sur la production des attestations de service fait

Considérant qu'à la clause IC 5.1 des Données Particulières de l'Appel d'Offres, il est prévu que le soumissionnaire doit prouver avoir réalisé un marché similaire durant les cinq (05) dernières années (2017,2018,2019,2020,2021) avec une attestation de service fait délivrée par le service bénéficiaire ;

Considérant que de l'exploitation des offres, il ressort que l'entreprise la POELE D'OR, a fourni un accord délivré par SOPEL datée du 03 juin 2022, lui accordant une autorisation à ravitailler les marchés en viande ;

Considérant que ce document ne constitue en aucun cas une attestation de service fait comme requis par la clause IC 5.1 des DPAO ;

Qu'en ce qui concerne l'entreprise BTKK et ELDASY, cette dernière a fourni une attestation de service fait délivrée par Alliance DIOP keur Khadim relative à la fourniture des légumes pour l'école polytechnique de Thiès ;

Que cette attestation, datée de 2015, ne couvre pas la période de référence indiquée par la clause IC 5.1 (de 2017 à 2021) et ne provient pas de l'autorité bénéficiaire du service ;

Qu'il s'ensuit que le recours sur ce point, est bien justifié pour les deux attributaires provisoires (la POELE D'OR et BTKK et ELDASY) qui n'ont pas satisfait au critère relatif à l'expérience spécifique ;

3. Sur la production des états financiers

Considérant que la clause IC 5.1 des DPAO prévoit que le soumissionnaire doit disposer des états financiers certifiés, d'au moins un (01) des trois (03) derniers exercices 2019, 2020 et 2021 ;

Considérant que l'examen des offres transmises par l'autorité contractante révèle que l'entreprise LA POELE D'OR immatriculée depuis le 03/05/2012 n'a pas complété son dossier avec les états financiers des exercices 2019, 2020 et 2021 comme requis, ni fourni tout autre document permettant de juger de sa capacité financière comme le stipule le point (i) de l'article 44 du Code des marchés publics ; que sur ce point, le grief est fondé pour LA POELE D'OR ;

Considérant qu'en ce qui concerne l'entreprise BTKK et ELDASY, il ressort de l'instruction que l'entreprise BTKK et ELDASY a produit un rapport certifié par le Cabinet Saliou SARR SUARL sur les états financiers de l'exercice 2019 ;

Qu'en ayant procédé ainsi, l'entreprise s'est conformée à la clause IC 5.1 des données ;

Considérant qu'en définitive, il résulte de ce qui précède que les entreprises LA POELE D'OR et BTKK et ELDASY n'ont pas rempli les critères de qualification requis par le DAO pour l'expérience spécifique, que le recours sur ce point est fondé pour les lots de 1 à 6, qu'il y a lieu d'annuler les attributions provisoires de ces lots et d'ordonner la reprise de l'évaluation des offres sur ces lots sans qu'il ne soit nécessaire d'examiner le grief relatif au prix proposé par l'entreprise BTKK et ELDASY.

Considérant que le recours a prospéré, il y a lieu d'ordonner la restitution de la consignation.

PAR CES MOTIFS :

- 1) Dit que l'article 44 du Code des Marchés publics dispose que « les documents prévus aux alinéas a), b), d), e), f), et éventuellement h) et i) non fournis ou incomplets, sont exigibles dans un délai au plus égal à celui imparti à l'autorité contractante pour prononcer l'attribution provisoire
- 2) Constate que le CHNCAK a donné aux soumissionnaires un délai de huit (08) jours pour compléter les pièces administratives non fournies ;
- 3) Dit que l'autorité contractante a respecté l'article 44 du Code des Marchés publics ;
- 4) Constate que l'attestation de paiement de la redevance de régulation des marchés publics, de la caisse de sécurité sociale, de l'IPRES, la déclaration sur l'honneur et la charte de transparence sont bien dans le dossier des entreprises attributaires remis par le CHNCAK, ce qui n'est pas le cas de l'attestation de l'Inspection du travail ;
- 5) Dit que les déclarations sur l'honneur produites par les entreprises LA POELE D'OR et BTKK et ELDASY suffisent à cette étape de la procédure ;
- 6) Constate que l'entreprise LA POELE D'OR n'a pas complété les états financiers des exercices 2019, 2020 et 2021 comme demandé, ni fourni aucun autre document attestant de sa capacité financière contrairement à l'entreprise BTKK et ELDASY ;
- 7) Constate que les entreprises La POELE D'OR et BTKK et ELDASY n'ont pas fourni d'attestation de service fait répondant aux exigences de la clause 5.1 des DPAO ;
- 8) Déclare que le recours du requérant justifié sur les lots 1 à 6 ;

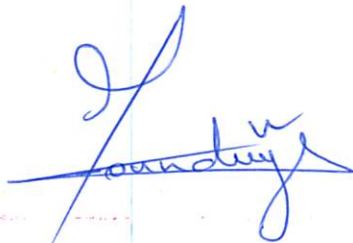
- 9) Dit par conséquent qu'il y a lieu d'annuler les attributions provisoires de ces lots et d'ordonner la reprise de l'évaluation des offres sans qu'il ne soit nécessaire d'examiner le grief relatif au prix proposé par l'entreprise BTKK et ELDASY.
- 10) Ordonne la restitution de la consignation ;
- 11) Dit que le Directeur général de l'Autorité de Régulation des Marchés publics est chargé de notifier à GLOBAL AGRO COMMODITIES, au Centre Hospitalier National Cheikh Ahmadoul Khadim (CHNCAK) de Touba ainsi qu'à la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), la présente décision qui sera publiée sur le site officiel des marchés publics.

Le Président, par intérim



Aïssé Gassama TALL

Les membres du CRD



Moundiaïe CISSE



Mbareck DIOP

**Le Directeur Général,
Rapporteur**



Saër NIANG